

Aux Actionnaires  
**LYDEC S.A.**  
48, Rue Mohamed Diouri  
Casablanca

## **RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1<sup>er</sup> JANVIER AU 31 DECEMBRE 2018**

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la société Lydec S.A. comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de MAD 1 843 707 854,15 dont un bénéfice net de MAD 204 288 270,83.

### **Responsabilité de la Direction**

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

### **Responsabilité de l'Auditeur**

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états de synthèse contiennent des anomalies significatives. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états de synthèse.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

## Opinion sur les états de synthèse

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société LYDEC S.A. au 31 décembre 2018 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les deux points suivants :

- En 2011, Lydec a reçu le rapport définitif de l'audit diligenté par la gestion déléguée pour la période de 1997 à 2006. Suite aux décisions prises par le Comité de Pilotage, réuni le 27 avril 2018 et clôturant définitivement ledit audit, Lydec a procédé à la reprise totale de la provision constituée préalablement pour couvrir les risques liés à cet audit.
- Suite au transfert de la gestion du régime des retraites du personnel de la gestion déléguée de la Caisse Commune des Retraites (CCR) au RCAR, Lydec se trouve au 31 décembre 2018 avec une créance d'un montant net de MMAD 102 correspondant à la différence entre les cotisations perçues et les pensions versées. L'Avenant de la révision du Contrat de Gestion Déléguée en date du 11 mai 2009, précise que l'Autorité de tutelle procédera à la recherche de ressources auprès de l'Etat pour contribuer à l'apurement de cette situation et ce, en conformité avec les décisions des commissions techniques de suivi du 17 décembre 2003 et du 24 décembre 2004. La commission mixte a proposé au comité de pilotage du 18 décembre 2018 d'arrêter le montant de cette créance à MMAD 100,5 à rembourser à travers un compte dédié dont le financement reste à définir.

Dans le même cadre, Lydec enregistre une créance envers l'Autorité Déléguante d'un montant de MMAD 182 au 31 décembre 2018, représentant les versements effectués à la CNRA, au titre du régime complémentaire de la retraite (RECORE) et visant à maintenir les pensions du personnel statutaire en départ à la retraite au même niveau que celui qui était garanti par la CCR. Le Comité de Suivi, réuni le 27 avril 2018, a reconnu la créance correspondant aux versements effectués à la CNRA et arrêté son montant au 31 décembre 2016 à MMAD 106.

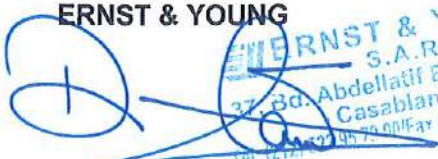
Au 31 décembre 2018, les créances nettes de provision Bidonvilles s'élèvent à MMAD 191 TTC et sont majoritairement antérieures à 2018. Selon le management, suite aux demandes des autorités locales, Lydec n'est pas en mesure de mettre en œuvre auprès de cette clientèle les actions de recouvrement prévues par le Contrat de Gestion Déléguée notamment la coupure. Des discussions ont été initiées avec l'Autorité Déléguante, dans le cadre de la révision du Contrat de Gestion Déléguée, pour déterminer les modalités de recouvrement de ces créances.

## Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

## Les Commissaires aux Comptes

Casablanca, le 26 mars 2019

**ERNST & YOUNG**  
  
ERNST & YOUNG  
S.A.R.L.  
37 Bd. Abdellatif Ben Kadour  
Casablanca -  
Tél : 05 22 42 34 23 Fax : 05 22 42 34 00

**Hicham DIOURI**  
Associé

**MAZARS AUDIT ET CONSEIL**  
  
MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
Angle Bd / 6 Jettoumen & Rue Calaver  
10300 - Casablanca  
Tél. : 05 22 42 34 23 (L.G)  
Fax : 05 22 42 34 00

**Adnane LOUKILI**  
Associé

TABLEAU N°1

## BILAN ACTIF - MODELE NORMAL

EXERCICE DU : 01/01/2018 au : 31/12/2018

ACTIF	EXERCICE			EXERCICE PRECEDENT
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
<b>I - A - ACTIF IMMOBILISE DOMAINE CONCEDE</b>	<b>28 485 431 608,80</b>	<b>14 803 684 870,71</b>	<b>12 481 746 738,09</b>	<b>12 142 315 132,46</b>
* Immobilisations terminées				
Immobilisations renouvelables récupérées auprès CUC	4 501 314 340,78	4 491 800 573,65	9 413 767,18	12 003 188,29
Immobilisations financées par fonds de travaux	4 986 558 041,47	2 064 964 532,51	2 921 594 508,96	2 934 909 391,60
Immobilisations financées par LYDEC	8 333 408 786,67	4 744 638 816,79	3 589 404 969,78	3 618 647 739,76
Immobilisations financées par les Tiers	1 984 801 288,61	1 227 552 282,80	767 249 005,81	785 706 604,40
Immobilisations reçues gratuitement	3 804 802 750,44	1 476 228 684,96	2 329 374 065,48	2 212 144 654,60
* Immobilisations en cours				
Immobilisations en cours financées par Fonds de travaux	1 499 604 590,62		1 499 604 590,62	1 351 861 355,68
Immobilisations en cours financées par Lydec	636 282 700,69		636 282 700,69	648 323 047,63
Immobilisations en cours financées par les Tiers	449 304 413,44		449 304 413,44	338 827 821,48
* Fonds de retraite	259 468 718,18		259 468 718,18	229 801 328,82
<b>I - B - ACTIF IMMOBILISE DOMAINE PRIVE</b>	<b>10 112 484 264,94</b>	<b>5 953 157 101,08</b>	<b>4 159 307 163,86</b>	<b>4 267 406 976,95</b>
* Immobilisations en non valeur	408 502 782,06	391 269 736,81	17 233 045,25	16 679 677,97
Frais préliminaires				
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des obligations	408 502 782,06	391 269 736,81	17 233 045,25	16 679 677,97
* Immobilisations incorporelles	9 077 946 843,42	5 008 146 569,00	4 069 798 874,42	4 167 489 649,64
Immobilisations en recherche et développement	548 346,61	648 346,61		
Brevet, marques, droits, et valeurs similaires	107 621 009,56	69 668 083,28	17 762 926,29	20 112 221,62
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles (Financement délégué)	8 989 776 487,26	4 917 730 639,13	4 052 048 948,13	4 147 377 328,02
* Immobilisations corporelles	617 192 784,26	846 656 396,27	70 636 387,99	71 576 199,84
Terrains				
Constructions	1 149 165,41	1 029 916,72	119 248,69	135 148,52
Matériel et outillage	320 138 917,60	284 235 369,36	35 903 548,24	36 896 628,97
Matériel de transport	67 255 608,11	56 001 881,46	11 253 726,65	13 649 084,64
Matériel mobilier de bureau	46 183 241,72	44 721 863,70	1 461 278,02	1 721 953,87
Matériel informatique	168 061 500,38	146 328 183,98	21 733 316,40	20 177 138,65
Autres immobilisations corporelles	14 404 361,04	14 341 101,05	63 249,99	96 249,99
Immobilisations corporelles en cours				
* Immobilisations financières	8 822 855,20	7 084 000,00	1 738 855,20	1 750 649,50
Prêts et créances immobilisées	1 738 855,20		1 738 855,20	1 750 649,50
Titres de participation	7 084 000,00	7 084 000,00		
* Ecart de conversion				
Diminution des créances financières				
Augmentation des dettes de financement				
<b>TOTAL I - ACTIF IMMOBILISE DC &amp; DP</b>	<b>36 587 895 873,74</b>	<b>19 966 841 971,79</b>	<b>16 611 053 601,95</b>	<b>16 389 721 109,41</b>
<b>II - ACTIF CIRCULANT (HORS TRESORERIE)</b>				
* Stocks ( F )	33 102 662,53	11 089 512,58	22 033 149,95	20 389 404,98
Matière et fournitures consommables	33 102 662,53	11 089 512,58	22 033 149,95	20 389 404,98
* Créances de l'Actif Circulant ( G )	3 072 850 784,52	399 010 694,44	2 673 839 890,08	2 494 179 223,82
Fournisseurs débiteurs avances et acomptes	473 684,46		473 684,46	1 018 135,75
Clients et comptes rattachés	2 293 656 650,62	378 931 225,40	1 914 925 425,22	1 746 020 669,52
Personnel débiteur	66 205 082,44		66 205 082,44	74 058 489,61
Etat débiteur	217 939 270,82		217 939 270,82	206 539 650,94
Comptes d'associés débiteurs				
Autres débiteurs	461 090 875,15	20 078 669,04	441 011 206,11	420 167 280,27
Comptes de régularisation actif	33 285 021,03		33 285 021,03	46 374 798,43
* Titres et Valeurs de Placement ( H )	390 000 000,00		390 000 000,00	95 000 000,00
Bons de Trésor ( Fonds de Travaux )	390 000 000,00		390 000 000,00	95 000 000,00
Placements LYDEC	0,00		0,00	0,00
* Ecart de Conversion actif circulant ( I )	13 311,74		13 311,74	38 294,56
(Elément circulants)				
<b>TOTAL II - ACTIF CIRCULANT ( F+G+H+I )</b>	<b>3 496 866 758,88</b>	<b>410 080 407,02</b>	<b>3 085 886 351,86</b>	<b>2 609 606 923,46</b>
<b>TRESORERIE</b>				
* Trésorerie - Actif				
Chèques et Valeurs à encaisser	65 843 573,23	4 395 283,18	61 448 290,05	222 856 707,42
Fonds externes	4 597 084,74		4 597 084,74	94 183 841,38
Banques	1 242 494 638,64		1 242 494 638,64	12 872 840,33
Caisse	274 272,78		274 272,78	222 594,37
<b>TOTAL III - TOTAL TRESORERIE ACTIF</b>	<b>1 313 209 549,39</b>	<b>4 395 283,18</b>	<b>1 308 814 266,21</b>	<b>330 138 073,50</b>
<b>TOTAL GENERAL ACTIF</b>	<b>41 377 072 182,01</b>	<b>20 371 317 661,89</b>	<b>21 005 764 520,02</b>	<b>19 339 466 106,36</b>

TABLEAU N°1

## BILAN PASSIF - MODELE NORMAL

EXERCICE DU : 01/01/2018 au : 31/12/2018

	PASSIF	EXERCICE DU : 01/01/2018 au : 31/12/2018	
		EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
		Montant net	Montant net
DROITS DE L'AUTORITE DELEGANTE	<b>I-DROITS DE L'AUTORITE DELEGANTE ( I )</b>	<b>12 451 746 733,50</b>	<b>12 142 315 127,88</b>
	Financement Fonds de Travaux	10 987 477 971,82	10 538 726 200,73
	Amortissement Financement Fonds de Travaux	-6 596 865 106,16	-6 239 861 268,21
	Financement Délégitaire	8 989 776 487,28	8 515 363 908,42
	Amortissement Financement Délégitaire	-4 742 369 940,42	-4 248 193 120,83
	Financement Tiers	6 238 708 432,49	5 763 948 247,14
	Amortissement Financement Tiers	-2 704 449 824,13	-2 417 269 166,66
	Fonds de retraite	259 468 712,64	229 601 325,29
	Dettes de l'Autorité délégitante / RCAR		
	RCAR		
	Emprunts obligataires financement retraite - Principal	3 062 568 777,14	3 357 767 863,47
Dette de l'Autorité Délégitante	-3 062 568 777,14	-3 357 767 863,47	
FINANCEMENT PERMANENT	<b>* Capitaux Propres ( A )</b>		
	Capital Social	800 000 000,00	800 000 000,00
	dont Capital souscrit non appelé		
	Capital appelé versé	800 000 000,00	800 000 000,00
	Primes d'émission, de fusion, d'apport		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves légales		
	Autre Réserves	80 000 000,00	80 000 000,00
	Report à nouveau		
	Résultat net en instance d'affectation	751 880 492,98	747 607 733,15
	Résultat net de l'exercice		
	<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ( A )</b>	<b>204 288 270,83</b>	<b>200 152 759,83</b>
	<b>* Capitaux Propres Assimilés ( B )</b>	<b>7 759 090,34</b>	<b>8 663 062,34</b>
Subventions d'investissement	7 759 090,34	8 663 062,34	
Provisions réglementées			
Comptes de liaison			
<b>* Dettes de Financement ( C )</b>	<b>1 267 381 889,82</b>	<b>1 429 936 552,89</b>	
Emprunts Obligataires	580 000 000,00	640 000 000,00	
Emprunts Commerciaux	220 000 000,00	330 000 000,00	
Dépôts de Garantie Clientèle	467 381 889,82	459 936 552,89	
<b>* Provisions Durables pour Risques et Charges ( D )</b>		<b>30 000 000,00</b>	
<b>* Ecarts de conversion Passif ( E )</b>			
Augmentation des créances immobilisées			
Diminution des dettes de financement			
<b>TOTAL I - FINANCEMENT PERMANENT (I+A+B+C+D+E)</b>	<b>15 562 836 477,47</b>	<b>15 438 575 236,09</b>	
PASSIF CIRCULANT	<b>II-PASSIF CIRCULANT ( Hors Trésorerie )</b>		
	<b>* Dettes passif circulant ( F )</b>	<b>3 686 852 387,27</b>	<b>3 398 061 884,12</b>
	Fournisseurs et Comptes rattachés	2 188 998 303,53	2 112 620 835,25
	Clients créditeurs, Avances et Acomptes	181 981 150,46	182 009 807,59
	Personnel	54 857 790,75	45 136 147,36
	Organismes Sociaux	29 150 283,39	42 443 247,82
	Etat	551 540 448,70	516 777 740,67
	Comptes d'Associés Crédeurs		
	Fonds de Travaux	162 848 938,91	37 802 598,12
	Autres Créanciers	136 358 954,35	170 686 657,13
	Comptes de régularisation Passif	360 314 566,18	310 586 050,18
	<b>* G-Autres Provisions pour Risques et Charges ( G )</b>	<b>41 614 586,79</b>	<b>28 426 811,46</b>
	<b>* H-Ecarts de Conversion Passif Circulant ( H )</b>	<b>4 044,67</b>	<b>11 417,18</b>
<b>TOTAL II - PASSIF CIRCULANT ( F + G + H )</b>	<b>3 707 471 018,73</b>	<b>3 428 500 112,76</b>	
TRESORERIE	<b>* Trésorerie - Passif</b>		
	Crédits d'escompte		
	Crédits de Trésorerie	150 000 000,00	400 000 000,00
	Banques ( Soldes Crédeurs )	1 585 447 023,82	74 390 757,51
<b>TOTAL III - TOTAL TRESORERIE PASSIF</b>	<b>1 735 447 023,82</b>	<b>474 390 757,51</b>	
	<b>TOTAL GENERAL PASSIF</b>	<b>21 005 754 520,02</b>	<b>19 339 466 106,36</b>

**COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES ( Hors taxes )**  
**MODELE NORMAL**

EXERCICE DU : 01/01/2018 au : 31/12/2018

	OPERATIONS		TOTALS DE L'EXERCICE (3) = (1)+(2)	TOTALS DE L'EXERCICE PRECEDENT
	Propres à l'exercice (1)	Concernant les exercices précédents (2)		
<b>I PRODUITS D'EXPLOITATION</b>				
Ventes de marchandises ( en l'état )	6 310 441 061,66		6 310 441 061,66	6 333 479 449,49
Ventes de biens et services	931 143 030,66		931 143 030,66	883 465 157,55
Variation de stocks de produits				
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	155 395 355,83		155 395 355,83	152 520 792,62
Subventions d'exploitation				
Autres produits d'exploitation				
Reprises d'exploitation : Transfert de charges	435 164 070,88		435 164 070,88	415 837 113,96
<b>TOTAL I</b>	<b>7 832 143 519,03</b>		<b>7 832 143 519,03</b>	<b>7 785 302 513,62</b>
<b>II CHARGES D'EXPLOITATION</b>				
Achats revendus de marchandises	4 361 024 529,40		4 361 024 529,40	4 401 958 633,99
Achats consommés de matières et fournitures	948 086 106,61		948 086 106,61	905 290 706,98
Autres charges externes	281 841 816,18	3 550 150,84	285 391 966,82	272 013 543,70
Impôts et taxes	8 646 529,20	13 333,00	8 659 862,20	7 779 280,71
Charges de personnel	800 545 898,41	31 793 363,88	832 339 262,09	846 804 039,75
Autres charges d'exploitation	10 121 256,40		10 121 256,40	5 435 935,18
Dotations d'exploitation	1 009 121 279,43		1 009 121 279,43	964 391 299,17
<b>TOTAL II</b>	<b>7 419 387 414,63</b>	<b>35 358 847,32</b>	<b>7 454 746 261,95</b>	<b>7 403 671 408,48</b>
<b>III RESULTAT D'EXPLOITATION III = (I-II)</b>			<b>377 399 257,08</b>	<b>381 631 105,14</b>
<b>IV PRODUITS FINANCIERS</b>				
Produits des titres de participation et autres titres immobilisés				
Gains de change	387 074,58		387 074,59	432 501,24
Intérêts et autres produits financiers	3 102 553,17		3 102 553,17	3 234 928,92
Reprises financières : transfert de charges	7 361 694,67		7 361 694,67	10 608 282,49
<b>TOTAL IV</b>	<b>10 851 322,43</b>		<b>10 851 322,43</b>	<b>14 275 712,65</b>
<b>V CHARGES FINANCIERS</b>				
Charges d'intérêts	107 255 491,86		107 255 491,86	86 311 902,50
Perte de change	395 453,01		395 453,01	226 256,27
Autres charges financières		21 076,65	21 076,65	
Dotations financières				
<b>TOTAL V</b>	<b>107 650 944,87</b>	<b>21 076,65</b>	<b>107 672 020,52</b>	<b>86 538 158,77</b>
<b>VI RESULTAT FINANCIER VI = (IV-V)</b>			<b>-98 820 698,09</b>	<b>-72 262 446,12</b>
<b>VII RESULTAT COURANT VII = (III+V)</b>			<b>280 578 558,98</b>	<b>309 368 656,02</b>

**COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES ( Hors taxes ) ( Suite )**  
**MODELE NORMAL**

		OPERATIONS		EXERCICE DU : 01/01/2018 au : 31/12/2018	
		Propres à l'exercice (1)	Concernant les exercices précédents (2)	TOTAUX DE L'EXERCICE (3) = (1)+(2)	TOTAUX DE L'EXERCICE PRECEDENT
VII	RESULTAT COURANT ( reports )				
VIII	<b>PRODUITS NON COURANT</b>			280 678 558,99	309 398 658,02
	Produits des cessions d'immobilisation	266 319,70		266 319,70	690,00
	Subvention d'équilibre				
	Reprises sur subvention d'investissement				
	Autres produits non courant	2 155 368,80	33 610 548,01	35 765 914,81	27 613 900,33
	Reprises non courantes: Transferts de charges	30 000 000,00		30 000 000,00	
	<b>TOTAL VIII</b>	<b>32 421 688,50</b>	<b>33 610 548,01</b>	<b>66 032 234,51</b>	<b>27 614 790,33</b>
IX	<b>CHARGES NON COURANTES</b>				
	Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées	7 448,55		7 448,55	50 140,00
	Subvention accordées				
	Autres charges non courantes	10 868 673,44	1 291 141,03	12 160 014,47	1 206 013,83
	Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions				
	<b>TOTAL IX</b>	<b>10 876 321,99</b>	<b>1 291 141,03</b>	<b>12 167 463,02</b>	<b>1 256 153,83</b>
X	RESULTAT NON COURANT				
	X = (VIII-IX)			53 864 771,49	26 358 636,50
XI	RESULTAT AVANT IMPOTS				
	XI = (VII-X)			394 443 330,48	338 727 295,52
XII	IMPOTS SUR LES RESULTATS				
	RESULTAT NET	130 185 659,65		130 155 059,65	135 574 535,69
XIII	( XI-XII )			204 288 270,83	200 152 759,83
XIV	TOTAL DES PRODUITS (I+IV+VIII)			7 909 027 075,67	7 927 193 016,60
XV	TOTAL DES CHARGES (II+V+IX+XII)			7 704 738 906,44	7 627 040 266,77
XVI	RESULTAT NET (total des produits -total des charges )			204 288 270,83	200 152 759,83

TABLEAU N°6

## ETAT DES SOLDES DE GESTION ( E S G )

EXERCICE DU : 01/01/2018 au : 31/12/2018

I - TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS (TFR)				EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
	1	+	Ventes de Fluides	6 310 441 061,66	6 333 479 449,49
	2	-	Achats de Fluides	4 361 024 529,40	4 401 956 633,99
I		=	<b>MARGE BRUTE SUR VENTES EN L'ETAT</b>	<b>1 949 416 532,26</b>	<b>1 931 522 815,50</b>
II		+	<b>Production DE L'EXERCICE ( 3+4+5 )</b>	<b>1 086 538 386,49</b>	<b>1 035 985 960,17</b>
	3		Ventes de biens et services produits	931 143 030,66	683 465 157,55
	4		Variation de Stocks		
	5		Immobilisations Produites	155 395 355,83	152 520 792,62
III		-	<b>CONSONNANCES DE L'EXERCICE ( 6+7 )</b>	<b>1 233 478 073,43</b>	<b>1 177 304 249,68</b>
	6		Achats consommés de matières et de fournitures	948 086 106,61	905 290 705,98
	7		Autres Charges externes	285 391 966,82	272 013 543,70
IV		=	<b>VALEUR AJOUTEE ( I+II-III )</b>	<b>1 802 476 845,32</b>	<b>1 790 204 515,99</b>
	8	+	Subventions d'exploitation reçues		
	9	-	Impôts et Taxes	8 659 862,20	7 779 250,71
	10	-	Charges de Personnel	832 339 262,09	846 804 039,75
V		=	<b>Excédent Brut d'exploitation ( E B E )</b>	<b>961 477 721,03</b>	<b>935 621 226,53</b>
		=	<b>Insuffisance Brute d'exploitation ( I B E )</b>		
	11	+	Autres produits d'exploitation		
	12	-	Autres charges d'exploitation	10 121 265,40	5 435 935,18
	13	+	Reprises d'exploitation : Transfert ce Charges	435 164 070,86	416 837 113,96
	14	-	Dotations d'exploitation	1 009 121 279,43	984 391 299,17
VI		=	<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>377 399 257,08</b>	<b>381 631 105,14</b>
VII			<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>-96 820 698,09</b>	<b>-72 262 446,12</b>
VIII		=	<b>RESULTAT COURANT</b>	<b>280 578 558,99</b>	<b>309 368 669,02</b>
IX			<b>RESULTAT NON COURANT</b>	<b>53 864 771,49</b>	<b>26 358 636,50</b>
	15	-	Impôts sur les Sociétés	130 165 059,65	136 674 535,69
X		=	<b>RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>204 288 270,83</b>	<b>200 152 759,83</b>

II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (CAF)				EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
	1		<b>RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>		
			Bénéfice +	204 288 270,83	200 152 769,83
			Perte -		
	2	+	Dotations D'exploitation (1)	580 859 917,26	565 155 930,81
	3	+	Dotations Financières (1)		
	4	+	Dotations non courantes (1)		
	5	-	Reprises d'exploitation (2)		
	6	-	Reprises financières (2)		
	7	-	Reprises non courantes (2) (3)	-30 903 972,00	-903 972,00
	8	-	Produits de cession d'immobilisations	-288 319,70	-890,00
	9	+	Valeurs nettes d'amort des immobilisations cédées	7 448,56	50 140,00
I			<b>CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (CAF)</b>	<b>763 985 344,94</b>	<b>764 463 968,64</b>
	10		Distribution de Bénéfices	196 000 000,00	180 000 000,00
II			<b>AUTOFINANCEMENT</b>	<b>567 985 344,94</b>	<b>574 463 968,64</b>

(1) A l'exclusion des dotations relatives aux passifs et actifs circulants et à la trésorerie

(2) A l'exclusion des reprises relatives aux actifs circulants et à la trésorerie

(3) Y compris reprises sur subvention d'investissement

**TABLEAU DE FINANCEMENT DE L'EXERCICE**

EXERCICE DU : 01/01/2016 au : 31/12/2016

SYNTHESE DES MASSES DU BILAN	EXERCICE (a)	EXERCICE PRECEDENT (b)	VARIATION (c)-(b)	
			EMPLOIS	RESSOURCES
FINANCEMENT PERMANENT	15 582 836 477,47	15 438 876 236,09	-	124 261 241,38
ACTIF IMMOBILISE	15 611 053 901,86	16 399 721 109,41	211 332 792,54	-
FONDS DE ROULEMENT FONCTIONNEL (A)	- 1 048 217 424,48	- 861 145 873,32	87 071 551,16	-
ACTIF CIRCULANT	3 085 886 351,88	2 609 606 923,45	476 279 428,41	-
PASSIF CIRCULANT	3 707 471 018,73	3 428 600 112,78	-	280 970 905,97
BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B)	- 621 584 666,87	- 816 893 189,31	195 308 522,44	-
TRESORERIE NETTE (A-B)	- 426 632 767,61	- 144 292 684,01	-	282 380 073,60

EMPLOIS ET RESSOURCES	EXERCICE		EXERCICE PRECEDENT	
	EMPLOIS	RESSOURCES	EMPLOIS	RESSOURCES
I RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE				
AUTOFINANCEMENT (A)		567 985 344,94		574 453 968,64
Capacité d'autofinancement		783 985 344,94		754 453 968,64
Distribution de bénéfices		198 000 000,00		180 000 000,00
CESSION ET REDUCTION D'IMMOBILISAT (B)		255 819,70		899,00
Cession d'immobilisations incorporelles		-		-
Cession d'immobilisations corporelles		266 319,70		890,00
Cession d'immobilisations financières		-		-
Récupération sur créances immobilisées		-		-
AUGMENT DES CAPITX PROPRES ASSIMIL (C)		-		-
Augmentation du capital		-		-
Augmentation des réserves		-		-
AUGMENTATION DES DETTES DE FINANCEMENT (D)		58 296 877,18		52 481 476,17
Dépôts de garantie		58 296 877,18		52 481 476,17
Emprunt à LT		-		-
TOTAL I - RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)		626 548 841,82		626 936 334,81
II EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE				
ACQUISIT, AUGMENTAT D'IMMOBILISAT (E)	482 785 481,72		489 941 691,43	
Acquisition d'immobilisations corporelles	24 172 099,71		23 153 140,09	
Acquisition d'immobilisations incorporelles	458 615 186,31		466 694 497,33	
Augmentation d'immobilisations en cours	-		-	
Acquisition d'immobilisations financières	21 794,30		94 083,41	
REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES (F)				
REMBOURSEMENT DES DETTES DE FINANCEMENT (G)	220 851 540,28		214 603 847,18	
Dépôts de garantie	30 861 540,26		24 603 847,18	
Emprunt à LT	189 000 000,00		190 000 000,00	
ACQUISIT D'IMMOBILISAT EN NON VALEUR (H)	10 003 061,00		11 405 576,00	
TOTAL II - EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)	713 620 092,98		716 951 114,61	
III VARIATION BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL	195 308 522,44		-	32 460 312,00
IV VARIATION DE LA TRESORERIE	-	282 380 073,80	-	86 554 487,80
TOTAL GENERAL	908 926 615,42	908 926 615,42	716 951 114,61	716 951 114,61



**PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION SPECIFIQUES A L'ENTREPRISE**

EXERCICE DU : 01/01/2018 au : 31/12/2018

INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ENTREPRISE	
<p><b>I - ACTIF IMMOBILISE</b></p> <p><b>A - EVALUATION A L'ENTREE</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Immobilisations en non - valeurs</li> <li>2. Immobilisations incorporelles</li> <li>3. Immobilisations corporelles</li> <li>4. Immobilisations financières</li> </ol> <p><b>B - CORRECTIONS DE VALEUR</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Méthodes d'amortissements</li> <li>2. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation</li> <li>3. Méthodes de détermination des écarts de conversion - actif</li> </ol>	<p>Somme des coûts engagés pour la réalisation de ces charges Total des dépenses engagées pour acquérir l'élément incorporel Coût d'acquisition ( Prix d'achat + frais accessoires ) Valeur nominale</p> <p>- Autres immobilisations incorporelles (Financement délégué) : amortissement de caducité - Reste du poste Immobilisations : amortissement linéaire N/A Ajustement à la date de clôture des valeurs d'entrée des dettes libellées en devises</p>
<p><b>II - ACTIF CIRCULANT (Hors trésorerie)</b></p> <p><b>A - EVALUATION A L'ENTREE</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Stocks</li> <li>2. Créances</li> <li>3. Titres et valeurs de placement</li> </ol> <p><b>B - CORRECTIONS DE VALEUR</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation</li> <li>2. Méthodes de détermination des écarts de conversion - actif</li> </ol>	<p>CUMP Valeur nominale Valeur nominale</p> <p>Antériorité et nature de l'actif circulant Ajustement à la date de clôture des valeurs d'entrée des dettes libellées en devises</p>
<p><b>III - FINANCEMENT PERMANENT</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Méthodes de réévaluation</li> <li>2. Méthodes d'évaluation des provisions réglementées</li> <li>3. Dettes de financement permanent</li> <li>4. Méthodes d'évaluation des provisions durables pour risques et charges</li> <li>5. Méthodes de détermination des écarts de conversion - passif</li> </ol>	<p>N/A N/A Valeur d'émission de l'emprunt Evaluation individuelle du risque Ajustement à la date de clôture des valeurs d'entrée des dettes libellées en devises</p>
<p><b>IV - PASSIF CIRCULANT (Hors Trésorerie)</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Dettes du passif circulant</li> <li>2. Méthodes d'évaluation des autres provisions pour risques &amp; charges</li> <li>3. Méthodes de détermination des écarts de conversion - passif</li> </ol>	<p>Valeur nominale de la dette Evaluation individuelle du risque Ajustement à la date de clôture des valeurs d'entrée des dettes libellées en devises</p>
<p><b>V - TRESORERIE</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Trésorerie - actif</li> <li>2. Trésorerie - passif</li> <li>3. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation</li> </ol>	<p>Valeur nominale Valeur nominale N/A</p>
<p><b>VI - ECOULEMENT DU CHIFFRE D'AFFAIRES SUR LES VENTES</b></p> <p>- VENTES DE FLUIDES</p> <p>- VENTES DE TRAVAUX</p>	<p>Chiffre d'affaires facturé au titre des consommations de l'exercice Evaluation en fin de période de l'énergie en compteur non facturée</p> <p>Méthode "à l'avancement" des travaux</p>
<p><b>VII - EMPRUNTS OBLIGATAIRES DE L'AUTORITE DELEGANTE</b></p> <p>Méthode d'évaluation</p>	<p>Capitel restant dû au titre des emprunts obligataires émis par Lydec pour le compte de l'autorité déléguée dans le cadre du financement de l'externalisation du régime de retraite du personnel statutaire.</p>
<p><b>VIII - DROITS A REVISION ECONOMIQUE</b></p>	<p>Les droits à révision économique sont comptabilisés après validation des montants par le Comité de Suivi et détermination de la date et des modalités de leur application (y compris l'effet rétroactif). Concernant les dossiers de révision 2011 et 2012, les parties au contrat de gestion déléguée ont acté le principe de traiter cette rétroactivité lors de la prochaine révision quinquennale.</p>

ETAT DES DEROGATIONS

EXERCICE DU : 01/01/2018 au : 31/12/2018		INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
INDICATION DES DEROGATIONS	JUSTIFICATION DES DEROGATIONS	
I- DEROGATIONS AUX PRINCIPES COMPTABLES FONDAMENTAUX		<b>Néant</b>
II- DEROGATIONS AUX PRINCIPES DES METHODES D'EVALUATION COMPTABLES FONDAMENTAUX		
III- DEROGATIONS AUX REGLES D'ETABLISSEMENT ET DE PRESENTATION DES ETATS DE SYNTHESE		

ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES

Exercice clos le : 31/12/2018		
NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATION DES CHANGEMENTS	INFLUENCE DES CHANGEMENTS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I- Changements affectant les méthodes d'évaluation	<b>Néant</b>	
II- Changements affectant les modalités d'application		

**DETAIL DES NON-VALEURS**

		EXERCICE DU : 01/01/2018 au : 31/12/2018	
COMPTE PRINCIPAL	INTITULE	MONTANT	
21281000	Travaux de grosses réparations		
21283000	Charges à répartir sur honoraires	407 889 413,38	
21284000	Autres Charges à répartir	613 368,68	
	<b>TOTAL</b>	<b>408 502 782,06</b>	

Ce tableau retrace l'évolution de la rubrique durant l'exercice, en indiquant les soldes des comptes principaux constitutifs de " l'immobilisation en non valeurs "

TABEAU DES IMMOBILISATIONS AUTRES QUE FINANCIERES

Désignation	Montant brut début de l'exercice	Augmentation				Diminution Retrait	Montant brut fin d'exercice
		Acquisition	production par l'entreprise	virement	Cession		
<b>IMMOBILISATIONS DOMAINE CONCEDE</b>							
Immobilisations gestion déléguée (terminées)	24 818 037 357,34	1 377 935 535,28	-	843 883 536,27	-	-	26 195 982 892,62
Immobilisations gestion déléguée en cours	22 479 025 132,95	287 882 119,25	-	843 883 536,27	-	-	23 610 771 487,67
<b>IMMOBILISATIONS EN NON - VALEURS</b>							
Frais préliminaires	0,00	10 003 061,00	-	-	-	-	2 585 191 704,75
Autres Charges & réparir	613 368,68	-	-	-	-	-	0,00
Charges à répartir sur plusieurs exercices (Honoraires)	397 666 352,38	10 003 061,00	-	-	-	-	613 366,66
Primes de remboursement obligations	-	-	-	-	-	-	407 888 413,35
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORABLES</b>							
Immobilisations en recherche et développement	3 819 432 657,13	458 515 136,31	-	483 888 162,59	122 000,00	-	9 077 945 843,44
Brevet , Marques , Droits et Valeurs similaires	548 346,61	-	-	-	-	-	548 346,61
Autres immobilisations incorporelles ( Financement bytes )	103 540 402,08	4 202 607,47	-	-	122 000,00	-	107 621 009,55
	3 612 353 996,44	454 412 578,84	-	483 888 162,59	-	-	8 969 778 487,28
<b>IMMOBILISATIONS CORPORALES</b>							
Terrains	594 089 850,41	24 173 859,71	-	-	1 059 165,86	-	617 192 784,26
Constructions	1 148 165,41	-	-	-	-	-	1 149 165,41
Matériel et outillage	308 434 224,23	13 724 473,37	-	-	19 780,00	-	320 138 917,60
Matériel de transport	66 766 608,11	489 000,00	-	-	-	-	67 255 608,11
Matériel informatique	169 652 129,90	9 468 756,34	-	-	1 049 385,66	-	168 081 500,36
Matériel mobilier de bureau	45 683 371,72	459 670,00	-	-	-	-	46 163 241,72
Autres immobilisations corporelles	14 404 351,04	-	-	-	-	-	14 404 351,04

Ce tableau détaille les augmentations et les diminutions des immobilisations en cours d'exercice , par masses , rubrique et par type de mouvement

**TABEAU DES AMORTISSEMENTS**

Nature	EXERCICE DU : 01/01/2018 au : 31/12/2018			
	Cumul début exercice (1)	Dotation de l'exercice (2)	Amort sur immob sorties (3)	cumul d'amort fin exercice (4) = (1) + (2) + (3)
<b>IMMOBILISATIONS EN NON VALEUR</b>				
Charges à répartir sur plusieurs exercices	381 920 143,09	9 349 592,72		391 269 735,81
Charges à répartir sur Honoraires	381 920 143,09	9 349 592,72		391 269 735,81
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	4 451 963 107,47	556 305 861,53	122 000,00	5 008 146 969,00
Immobilisation en recherche et développement	548 346,61			548 346,61
Brevet, marques, droits et développement	83 428 180,46	6 561 902,80	122 000,00	89 868 083,26
Immobilisations financement LYDEC domaine délégué	4 367 986 580,40	549 743 958,73		4 917 730 539,13
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	522 513 650,57	25 204 463,01	1 081 717,31	546 656 396,27
Terrains				
Constructions	1 014 016,89	15 899,83		1 029 916,72
Installations techniques, matériel et outillage	270 537 600,26	13 717 549,10	19 780,00	284 235 369,36
Matériel de transport	53 217 523,47	2 784 337,99		56 001 861,46
Mobilier, matériel de bureau	43 961 417,85	760 545,85		44 721 963,70
Matériel informatique	139 474 991,05	7 893 130,24	1 041 937,31	146 326 133,98
Agencement, Installation et Aménagement	14 308 101,05	33 000,00		14 341 101,05
<b>Total</b>	<b>5 356 396 901,43</b>	<b>590 859 917,26</b>	<b>1 183 717,31</b>	<b>5 946 073 101,08</b>

**TABLEAU DES PLUS OU MOINS VALES DE CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS**

EXERCICE DU : 01/01/2018 au : 31/12/2018

Date de cession ou de retrait	comptes principal	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur nette d'amortissements	Produit de cession	Plus values	Moins values
2 018	Installations techniques, matériel et outillage	19 780,00	19 780,00		4 375,46	4 375,46	
2 018	Matériel Informatique	1 049 385,85	1 041 937,31	7 448,55	234 957,09	227 832,39	323,85
2 018	Brevets, marques, droits et valeurs assimilées	122 000,00	122 000,00		26 987,15	26 987,15	
	<b>TOTAL</b>	<b>1 191 165,86</b>	<b>1 061 717,31</b>	<b>7 448,55</b>	<b>266 319,70</b>	<b>269 195,00</b>	<b>323,85</b>

**TABLEAU DES TITRES DE PARTICIPATION**

Raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social dhs	Participation au capital	Prix d'acquisition global	Valeur nette comptable	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice		Exercice clos le : 31/12/2018	
						Date de clôture	Situation nette	Resultat net	Pouvoirs d'exploitation inscrits au C.P.C de l'exercice
Lydec Services (*)	Travaux Eau, Assainissement, Electricité	897 000,00	100%	100,00	0	20-oct-15	482 478,67	-56 600,00	0,00

(\*) La société Lydec Services a été liquidée le 2 novembre 2015



**TABEAU DES PROVISIONS**

Nature	Montant début exercice	Dotations financières		Reprises financières		Montant fin exercice
		d'exploitation	Non courantes	d'exploitation	Non courantes	
1. Provision pour dépréciation de l'actif immobilisé	7 084 000,00					7 084 000,00
2. Provisions réglementées						
3. Provisions durables pour risques et charges	30 000 000,00					30 000 000,00
<b>SOUS TOTAL (A)</b>	<b>37 084 000,00</b>					<b>30 000 000,00</b>
4. Provision pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	388 580 182,34	403 008 684,84		388 518 470,38		7 084 000,00
5. Autres Provisions pour risques et charges	28 426 811,46	16 282 677,83		2 064 902,00		410 080 406,80
6. Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie	4 385 288,18					41 614 586,79
<b>SOUS TOTAL (B)</b>	<b>423 412 286,98</b>	<b>418 261 362,17</b>		<b>388 583 372,38</b>		<b>456 080 276,77</b>
<b>TOTAL (A+B)</b>	<b>480 486 286,98</b>	<b>418 261 362,17</b>		<b>388 583 372,38</b>	<b>30 000 000,00</b>	<b>463 174 276,77</b>

**TABLEAU DES CREANCES**

CREANCES	ANALYSE PAR ECHEANCE				AUTRES ANALYSES				EXERCICE DU : 01/01/2018 au : 31/12/2018
	TOTAL	PLUS D'UN AN	MOINS D'UN AN	ECHUES ET NON RECOUVREES	MONTANT EN DEVISES	MONTANT SUR ETAT ET ORGANISMES PUBLICS	MONTANT SUR LES ENTREPRISES LIEES	MONTANT REPRESENTES PAR EFFETS	
<b>DE L'ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>1 738 855,20</b>	<b>1 738 855,20</b>	<b>1 738 855,20</b>						
Prêts immobilisés	1 738 855,20	1 738 855,20	1 738 855,20						
<b>DE L'ACTIF CIRCULANT</b>	<b>3 072 850 784,52</b>	<b>457 171 600,34</b>	<b>1 245 329 898,93</b>	<b>1 370 349 285,25</b>	<b>2 751 428,67</b>	<b>1 631 921 842,31</b>	<b>14 319 937,40</b>	<b>71 066 732,00</b>	
Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	473 884,46	48 800,00	425 284,46						
Clients et comptes rattachés	2 293 856 650,82	246 224 707,94	966 803 138,92	1 050 828 805,76	2 751 428,57	1 004 462 092,00	14 319 937,40	71 066 732,00	
Etat	217 939 270,32		217 939 270,82			217 939 270,82			
Comptes d'associés	461 090 875,15	139 880 647,83	1 679 747,83	318 520 479,48		409 520 479,49			
Autres débiteurs	66 206 082,44	59 097 729,52	7 107 352,92						
Personnel	33 285 021,03	11 908 915,05	21 375 105,98						
Comptes de régularisation-actif									

**TABEAU DES DETTES**

CREANCES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		PLUS D'UN AN	MOINS D'UN AN	ECHUES ET NON PAYEES	MONTANT EN DEVICES	MONTANT SUR ETAT ET ORGANISMES PUBLICS	MONTANT SUR LES ENTREPRISES LIEES	MONTANT REPRESENTES PAR EFFETS
<b>DU FINANCEMENT</b>	<b>1 267 381 639,82</b>	<b>1 019 085 012,64</b>	<b>248 296 877,18</b>					
Emprunts obligataires	560 000 000,00	480 000 000,00	80 000 000,00					
Autres dettes de financement	707 381 889,82	539 085 012,64	168 296 877,18					
<b>DU PASSIF CIRCUJANT</b>	<b>3 503 003 447,36</b>	<b>248 777 314,31</b>	<b>3 240 922 548,61</b>	<b>13 303 684,44</b>	<b>2 220 811,47</b>	<b>704 318 423,55</b>	<b>109 400 840,31</b>	
Fournisseurs et comptes rattachés	2 188 998 303,59		2 175 655 719,08	13 303 684,44	2 220 811,47		109 400 840,31	
Clients créditeurs, avances et acomptes	181 981 150,46		181 981 150,46					
Personnel	54 657 790,75		54 657 790,75					
Organismes sociaux	29 150 233,39		29 150 233,39			29 150 233,39		
Etat	551 540 448,70		561 540 448,70			551 540 448,70		
Comptes d'associés	136 359 654,85		122 084 143,90			123 627 741,46		
Autres créanciers	960 314 686,18	14 265 810,45	125 903 062,32					
Comptes de régularisation-passif		234 511 503,86						

**TABLEAU DES SURETES REELLES DONNEES OU RECUES**

EXERCICE DU : 01/01/2018 au : 31/12/2018

TIERS CREDITEURS OU TIERS DEBITEURS	MONTANT COUVERT PAR LA SURETE	NATURE (1)	DATE ET LIEU D'INSCRIPTION	OBJET (2) (3)	VALEUR COMPTABLE NETTE DE LA SURETE DONNEE A LA DATE DE CLOTURE
SURETES DONNEES		<b>Néant</b>			
SURETES RECUES					

(1) Gage-Hypothèque : 2- Nantissement : 3- Warrant : 4- Autres : 5- ( à préciser )

(2) Préciser si la sûreté est donnée au profit d'entreprises ou de personnes tierces ( sûretés données ) -Entreprises liées , associés , membre du personnel  
 (3) Préciser si la sûreté recue par l'entreprise provient de personnes tierces autres que le débiteur ( Sûreté recûes )

**ENGAGEMENTS FINANCIERS RECUS OU DONNES HORS OPERATIONS DE CREDIT - BAIL**

		EXERCICE DU : 01/01/2018 au : 31/12/2018	
ENGAGEMENTS DONNES	MONTANT EXERCICE	MONTANT EXERCICE PRECEDENT	
* Avals et cautions			
- Cautions bancaire au profit de l'Autorité Déléguante	141 940 000,00	137 497 500,00	
- Cautions bancaires au profit de l'Administration des Douanes	5 000 000,00	5 000 000,00	
- Caution bancaire au profit des Eaux et Forêts	49 447,00	42 000,00	
- Caution bancaire au profit GDF SUEZ Energie Service en garantie du loyer	262 500,00	1 828 500,00	
- Caution bancaire divers	760 930,26	397 529,26	
* Engagements en matière de pensions de retraite et obligations similaires			
- Engagements sociaux (couverture médicale et gratuité des services de l'entreprise au profit des retraités statutaires)	622 884 042,45	629 356 042,45	
* Autres Engagements			
- Engagements contractuels d'investissements	2 204 197 638,23	2 064 503 137,55	
<b>TOTAL (1)</b>	<b>2 975 094 557,95</b>	<b>2 838 624 709,26</b>	
(1) Dont engagements à l'égard d'entreprises liées			

		EXERCICE DU : 01/01/2018 au : 31/12/2018	
ENGAGEMENTS RECUS	MONTANT EXERCICE	MONTANT EXERCICE PRECEDENT	
* Avals et cautions			
- Garanties reçues sur contrats	303 131 124,26	263 856 544,59	
* Autres Engagements			
- Facilités de crédit non utilisées	1 108 500 000,00	1 030 789 000,00	
<b>TOTAL (2)</b>	<b>1 409 631 124,26</b>	<b>1 294 645 544,59</b>	
(2) Dont engagements à l'égard d'entreprises liées			

**TABLEAU DES BIENS EN CREDIT BAIL**

N° du contrat	Durée du contrat		Juste valeur du bien (HT)	Durée théorique d'amortissement	Cumul des redevances des exercices précédents	Cumul des redevances de l'exercice	Redevances restant à payer		Durée contrat en mois	Observations
	du	au					A moins d'un an	A plus d'un an		
<b>Néant</b>										

EXERCICE DU : 01/01/2018 au : 31/12/2018

Prix d'achat résiduel en fin de contrat

**DETAIL DES POSTES DU C P C (Produits)**

EXERCICE DU : 01/01/2018 au : 31/12/2018

POSTE		EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
	<b>PRODUIT D' EXPLOITATION</b>		
711	<b>Ventes de marchandises</b>		
	Ventes de marchandises au Maroc		
	Ventes de marchandises à l'étranger		
	Reste du poste des ventes de marchandises	6 310 441 061,66	6 333 479 449,49
	<b>Total</b>	<b>6 310 441 061,66</b>	<b>6 333 479 449,49</b>
712	<b>Ventes des biens et services produits</b>		
	Ventes travaux		
	Recettes fonds de travaux	246 988 043,23	203 887 266,80
	Entretien et location branchements \ compteurs	346 849 172,91	364 164 380,53
	Coupures -Rebranchements	131 608 758,41	129 692 633,88
	Pose et dépose de compteurs	39 582 949,69	32 542 258,17
	Autres prestations	7 849 657,96	7 920 013,63
	Peines et soins	5 654 957,07	8 799 938,08
	Reste du poste des ventes et services produits	135 053 337,07	116 417 365,24
	<b>Total</b>	<b>931 143 030,66</b>	<b>883 465 157,55</b>
713	<b>Variation des stocks de produits</b>		
	Variation des stocks des biens produits		
	Variation des stocks des services produits		
	Variation des stocks des produits en cours		
	<b>Total</b>		
718	<b>Autres produits d'exploitation</b>		
	Jetons de présence reçus		
	Reste du poste (produit divers)		
	<b>Total</b>		
719	<b>Reprises d'exploitation:transferts des charges</b>		
	Reprises		
	Transferts des charges	385 583 372,38	368 182 897,47
	<b>Total</b>	<b>49 580 698,50</b>	<b>47 654 216,49</b>
	<b>Total</b>	<b>435 164 070,88</b>	<b>415 837 113,96</b>
	<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
738	<b>Interêts et autres produits financiers</b>		
	Interêts et produits assimilés		
	Revenus des créances rattachées à des participations	3 073 131,19	3 199 791,88
	Produits nets sur cessions de titres et valeurs de placement	29 421,98	2 881,27
	Reste du poste interêts et autres produits financiers		32 255,77
	<b>Total</b>	<b>3 102 553,17</b>	<b>3 234 928,92</b>

**DETAIL DES POSTES DU C P C (Charges)**

EXERCICE DU : 01/01/2018 au : 31/12/2018

POSTE		EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
	<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
611	<b>Achat revendus de marchandises</b>		
	Achat de marchandises	4 361 024 529,40	4 401 956 633,99
	Variation des stocks de marchandises		
	<b>Total</b>	<b>4 361 024 529,40</b>	<b>4 401 956 633,99</b>
612	<b>Achat consommés de matière première</b>		
	Achat de matières premières		
	Variation des stocks de matière première		
	Achat de matériel et fournitures consommables et d'emballages	203 745 352,63	187 146 651,02
	variation des stocks de matière, fournitures et emballage	-2 986 995,25	312 733,59
	Achat non stockés de matière et fourniture	125 733 829,45	116 330 064,11
	Achats de travaux, études et prestations de services	621 593 919,78	601 601 257,26
	<b>Total</b>	<b>948 086 106,61</b>	<b>905 290 705,98</b>
613/614	<b>Autres charges externes</b>		
	Locations et charges locatives	34 956 839,01	41 569 922,73
	Redevances de crédit -ball		
	Entretiens et réparations	16 650 304,85	17 101 632,24
	Primes d'assurances	11 365 432,67	11 921 030,64
	Rémunérations du personnel extérieur a l'entreprise	20 754 774,99	18 559 077,43
	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	8 625 499,18	10 895 726,50
	Redevances diverses	154 438 674,30	140 700 217,87
	Documentation diverses	126 797,17	155 161,80
	Transports	43 829,60	69 248,32
	Reste du poste des Autres charges externes	38 229 815,05	31 041 526,17
	<b>Total</b>	<b>285 391 966,82</b>	<b>272 013 543,70</b>
617	<b>Charges de personnel</b>		
	Rémunération du personnel	577 722 074,09	589 861 154,06
	Charges sociales	205 443 302,58	203 702 267,33
	Reste du poste des autres charges de personnel	49 173 885,42	63 250 618,36
	<b>Total</b>	<b>832 339 262,09</b>	<b>846 804 039,75</b>
618	<b>Autres charges d'exploitation</b>		
	Jeton de présence	90 000,00	90 000,00
	Pertes sur créances irrécouvrables	10 031 255,40	5 345 935,18
	Reste du poste des autres charges d'exploitation		
	<b>Total</b>	<b>10 121 255,40</b>	<b>5 435 935,18</b>
	<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
638	<b>Autres charges financiere</b>		
	Charges nettes sur cessions de titres et valeurs de placement		
	Reste du poste des autres charges financières	21 075,65	
	<b>Total</b>	<b>21 075,65</b>	
	<b>CHARGES NON COURANTES</b>		
858	<b>Autres charges non courantes</b>		
	Pénalités sur marchés et débits	15 628,00	112,00
	Rappels d'impôts ( Autres que l'IS )		
	Pénalités et amendes fiscales	1 193 335,80	98 909,00
	Reste du poste des autres charges non courantes	10 951 052,67	1 106 992,83
	<b>Total</b>	<b>12 160 014,47</b>	<b>1 206 013,83</b>



PASSAGE DU RESULTAT NET COMPTABLE AU RESULTAT NET FISCAL

Exercice : du 01/01/2018 au 31/12/2018

INTITULES	MONTANT	MONTANT
<b>I RESULTAT AVANT IS (et hors CSN)</b>	<b>334 443 330,48</b>	
Bénéfice net avant IS		
Perte nette avant IS		
<b>II REINTEGRATIONS FISCALES</b>	<b>349 940 155,89</b>	
<b>1 Courantes</b>	<b>347 934 429,99</b>	
Dotation aux provisions pour dépréciation clients	239 504 904,75	
Redevance COS non déductible	54 464 181,01	
Surplus Amortissements non déductible sur LLD	772 832,94	
Ecart de conversion - Passif 2018	4 044,67	
Dons non déductibles	2 361 408,44	
Amortissements FFC non reçu	7 469 428,11	
Provision pour risque et charges	18 384 187,00	
Charges sur exercices antérieurs	3 588 855,74	
Provision commission	21 384 687,34	
<b>2 Non Courantes</b>	<b>2 005 725,90</b>	
Autres charges non courantes	496 887,07	
Charges sur exercices antérieurs	1 281 141,03	
Pénalité et Amendes Fiscales	217 697,80	
<b>III DEDUCTIONS FISCALES</b>		<b>264 020 390,74</b>
<b>1- Courantes</b>		<b>262 954 161,74</b>
Ecart de conversion - Passif 2017		11 417,18
Reprise provision réintégrée en 2011		30 000 000,00
Reprise Dotation aux provisions pour dépréciation clients		232 942 744,56
<b>2- Non courantes</b>		<b>1 066 229,00</b>
REPRISE PROVISIONS RISQUES & CHARGES N Etat 9421 (2016)		1 066 229,00
<b>TOTAL (T1 ; T2)</b>	<b>684 383 486,37</b>	<b>264 020 390,74</b>
<b>IV RESULTAT BRUT FISCAL</b>		<b>MONTANTS</b>
Bénéfice brut si T1>T2 (A)		420 363 095,63
Déficit brut fiscal si T2>T1 (B)		
<b>V REPORT DEFICITAIRES IMPUTES (C) (1)</b>		
Exercice n-4		
Exercice n-3		
Exercice n-2		
Exercice n-1		
<b>VI RESULTAT NET FISCAL</b>		
Bénéfice net fiscal (A - C)		420 363 095,63
ou déficit net fiscal (B)		
<b>VII CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFERES</b>		
<b>VIII CUMUL DES DEFICITS FISCAUX RESTANT A REPORTER</b>		
Exercice n-4		
Exercice n-3		
Exercice n-2		
Exercice n-1		



**DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE**

**EXERCICE DU : 01/01/2018 au : 31/12/2018**

Nature	Solde début exercice	Opération de l'exercice	Déclaration TVA	Solde fin exercice
A. TVA FACTUREE	321 965 806,90	1 112 802 778,85	1 098 043 166,72	336 725 419,03
B. TVA RECUPERABLE	207 363 672,67	835 306 302,25	831 174 233,72	211 495 741,20
Sur charges Sur immobilisations	178 158 011,88 29 205 660,79	657 920 447,93 177 385 854,32	662 042 313,30 169 131 920,42	174 036 146,51 37 459 594,69
T.V.A due ou crédit T.V.A (A-B)	114 602 134,23	277 496 476,60	266 868 933,00	125 229 677,83

## PASSIFS EVENTUELS

ETAT B15

EXERCICE DU : 01/01/2018 au : 31/12/2018

I- Audit de la gestion déléguée 1997-2006, 2007-2011, 2012-2013, 2014-2015 et 2016-2017

1- Audit de la gestion déléguée 1997-2006

Pour rappel, en date du 3 mai 2013, le comité de suivi a décidé la constitution d'une commission mixte aux fins de lui faire des propositions de résolution de ce dossier. Cette commission s'est réunie en juillet 2013 puis a repris ses travaux en mai 2014 afin d'examiner chacune des observations formulées de part et d'autre. En juillet 2014, à l'issue de 4 réunions, la DRSC a pris acte de l'évolution du dossier et demandé l'avis de tiers experts indépendants.

Suite à différents échanges et notamment une réunion tenue le 29 décembre 2014, sous la présidence du Wali et en présence du président de l'Autorité déléguée et de Lydec, un protocole d'accord a été signé et stipule notamment que les redressements relatifs à l'assistance technique, aux rendements et à la question spécifique de la retraite (arabes de 402 MDhs) sont devenus sans objet. Ce protocole invitait la commission mixte à s'adjointre les services d'un expert indépendant pour s'assurer sur les autres points au plus tard fin avril 2015.

L'Autorité Déléguée et Lydec ont lancé le 02/03/2015 une consultation restreinte qui a abouti au choix du cabinet SNC Lavalin pour le volet comptable du dossier et le cabinet Baker & McKenzie pour le volet juridique.

Les rapports définitifs de l'expertise ont été remis en juillet 2015. Les conclusions confirment globalement les positions de Lydec.

Suite à cette expertise, la commission mixte a repris ses travaux en octobre et novembre 2015 et rendu compte de l'avancement du dossier au comité de suivi de la Gestion Déléguée réuni le 21 janvier 2016. Ce dernier a pris acte de l'avancement du dossier et demandé à la commission mixte de poursuivre et conclure ses travaux.

La commission mixte a repris ses travaux en janvier 2017 suite aux recommandations du Comité de Suivi du 29 décembre 2016 d'accélérer le processus de révision du Contrat de Gestion Déléguée. Les parties ont passé en revue le dossier de l'audit 1997-2006 (contexte, historique avec ses différentes étapes, position du SPC/AD arrêtée sur la base des conclusions de l'expertise indépendante).

Lors du Comité de Pilotage tenu le 15 décembre, il a été proposé de solder définitivement l'audit 1997-2006 dans le cadre d'une transaction globale à travers un engagement d'investissements du délégataire en plus de ses engagements contractuels. Ce Comité n'a pas validé cette proposition du fait d'un désaccord sur la modalité de mise en œuvre permettant de clôturer définitivement ce dossier et a renvoyé vers le prochain Comité de pilotage de la révision.

Le comité de pilotage du 27 avril 2018 a décidé de clôturer le dossier relatif à l'audit 1997-2006 (voir point 3 ci-dessous).

2- Audits de la gestion déléguée 2007-2011, 2012-2013 et 2014-2015

Les dossiers des audits de la gestion déléguée des périodes 2007-2011, 2012-2013 et 2014-2015 sont examinés dans le cadre des travaux de la révision contractuelle par la commission mixte en charge du bilan du passé. Cette commission a notamment convenu d'arrêter une situation « bilancielle » du Fonds de Travaux à fin 2015 sur la base de laquelle les redressements seraient analysés. A date, suites à ces échanges, le 17 septembre le SPC a transmis une nouvelle position du SPC / Autorité Déléguée sur les conclusions des audits 2007-2015. Cette position prend en compte l'abandon de certains redressements. Lydec a répondu à la position définitive en renvoyant un dossier complet de réponse sur les points soulevés dans la position définitive du SPC.

Lors du Comité de Pilotage tenu le 15 décembre, il a été proposé de solder définitivement l'audit 2007-2015 dans le cadre d'une transaction globale à travers un engagement d'investissements du délégataire en plus de ses engagements contractuels. Ce Comité n'a pas validé cette proposition du fait d'un désaccord sur la modalité de mise en œuvre permettant de clôturer définitivement ce dossier et a renvoyé vers le prochain Comité de pilotage de la révision.

Le comité de pilotage du 27 avril 2018 a décidé de clôturer le dossier relatif aux audits du Contrat de Gestion Déléguée (CGD) réalisés sur les périodes 2007-2011, 2012-2013 et 2014-2015 (voir point 3 ci-dessous).

3- Clôture des dossiers relatifs aux audits du CGD réalisées sur les périodes 1997-2006, 2007-2011, 2012-2013, 2014-2015 et 2016-2017

Le comité de pilotage du 27 avril 2018 a adopté les solutions proposées lors de la Commission Technique Principale (CTP) du 20 avril 2018 afin de clôturer le dossier relatif aux audits du CGD réalisés sur les périodes 1997-2006, 2007-2011, 2012-2013, et 2014-2015 à savoir :

-réviser avant le 31/12/2017, au compte du FDT, un montant de 85 MDH;

-réserver par Lydec, au-delà de ses engagements contractuels, une enveloppe de 111,27 MDH net (hors FF&FG) au projet d'investissement pluraliel de Hay Sadi. Ce projet dont la réalisation doit s'étaler sur deux ans, est prévu de démarrer en 2018.

4- Audit de la gestion déléguée 2016-2017

Les audits de la gestion déléguée au titre des périodes 2016-2017 ont démarré en mai 2018 dans le cadre des travaux de la révision contractuelle. En date du 28 février 2019, un comité de pilotage a été tenu et a validé les propositions de la commission mixte SPC/Lydec présentées lors du comité de pilotage du 18 décembre 2018 à savoir :

- solder ce dossier dans le cadre du bilan des passifs pour un montant de 6,6 Mdhs.

II- Audit de valorisation des investissements 2007-2015 et 2016-2017

### 1- Audit de valorisation des investissements 2007-2015

Pour rappel, Lydec avait reçu le rapport provisoire de valorisation des investissements (partie métiers) le 30 juin 2016 avec des redressements/demandes d'explication auxquelles Lydec avait répondu en septembre 2016 en réajustant l'essentiel des redressements et en ajoutant les compléments d'information / clarifications nécessaires.

Le 30 janvier 2017, Lydec a reçu le rapport définitif relatif à la valorisation des investissements (partie métiers). Lydec a répondu en date du 14 avril 2017 en confirmant sa position initiale et en rejetant l'essentiel des redressements. La dernière position du SPC/AD a été transmise en date du 10 novembre 2017, à laquelle Lydec a répondu en date du 17 novembre 2017.

Le 11 avril 2017, Lydec a reçu le rapport définitif sur la valorisation des moyens communs. Une réponse complète a été faite par Lydec le 17 mai 2017.

Lydec a également transmis l'ensemble des éléments demandés pour la mission de valorisation des investissements de l'échantillon complémentaire, pour laquelle le rapport était attendu début 2018. D'un commun accord entre les parties, l'analyse de l'échantillon complémentaire verra en lieu et place de l'extrapolation qui était initialement proposée pour couvrir l'ensemble des investissements de la période 2007-2015.

En date du 20 novembre 2017, le SPC/AD a également transmis un rapport provisoire sur les prestations effectuées par les sociétés apparentées. Ce rapport incluant des demandes d'informations complémentaires qui ont depuis été transmises. Le rapport définitif de cette mission était attendu début 2018.

Le comité de pilotage du 27 avril 2018 a adopté les solutions proposées lors de la CTP du 20 avril 2018 afin de clore le dossier relatif à la valorisation des investissements sur la période 2007/2015 à savoir: 126,7 MDH à régulariser par Lydec à travers le bilan des passifs, 24,5 MDH considérés comme déjà traités et régularisés et 25,4 MDH concernant les dossiers "à suivre" qui feront l'objet d'un protocole spécifique qui arrêtera les modalités de leur suivi.

### 2- Audit de valorisation des investissements 2006-2017

L'audit de valorisation des investissements 2016-2017 a démarré en mai 2018 dans le cadre des travaux de la révision contractuelle. En date du 28 février 2019, un comité de pilotage a été tenu et a validé les propositions de la commission mixte SPC/Lydec présentées lors du comité de pilotage du 18 décembre 2018 à savoir:

- régulariser par Lydec dans le cadre du bilan des passifs un montant de 14,1 Mdhs.

### III- Dossier de la retraite-Partie antérieure au 30/09/2003

Pour rappel, en date du 27 avril 2018, le comité de pilotage invite la CTP à finaliser la vérification des montants réclamés par les parties, Lydec et SPC/AD, relatifs au dossier de la retraite datant de la période antérieure à 2003:

1. pensions versées par Lydec en lieu et place de la CCR;
2. cotisations collectées;
3. participation de Lydec au ticket d'ennées RCAR.

En date du 28 février 2019, un comité de pilotage a été tenu et a validé les propositions de la commission mixte SPC/Lydec présentées lors du comité de pilotage du 18 décembre 2018 à savoir :

- porter au profit de l'AD dans le cadre du bilan des passifs un montant de 74,8 Mdhs.

ETAT DE REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

Nom, adresse ou siège social des participants associés	Montant au capital :		Nombre de titres	Valeur nominale de chaque action ou part sociale	EXERCICE DU 1 <sup>er</sup> JANVIER AU 31 DÉCEMBRE		
	Actions précédentes	Actions émise			Souscrit	Appelé	Libéré
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
SUEZ	4 060 000	4 060 000	4 060 000	100,00	406 000 000,00	406 000 000,00	406 000 000,00
FINPAR HOLDING	1 279 489	1 279 489	1 279 489	100,00	127 948 900,00	127 948 900,00	127 948 900,00
RMA	1 301 563	1 301 563	1 301 563	100,00	127 448 800,00	127 448 800,00	127 448 800,00
Présent	1 338 508	1 338 508	1 338 508	100,00	136 601 300,00	136 601 300,00	136 601 300,00
TOTAL	8 000 000	8 000 000	8 000 000	Total	800 000 000,00	800 000 000,00	800 000 000,00

**TABEAU D'AFFECTION DES RESULTAT INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE**

EXERCICE DU : 01/01/2018 au : 31/12/2018		B. AFFECTATION DES RESULTATS	
A. ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER	MONTANT	MONTANT	MONTANT
(Décision de l'AGO du 07 juin 2018)			
Report à nouveau	747 507 733,15	Réserve légale	
Resultat nets en instance d'affectation		Autres réserves	
Resultat net de l'exercice	200 152 759,83	Tantième	
Prélèvements sur les réserves		Dividendes	196 000 000,00
Autres prélèvements		Autres affectations	
		Report à nouveau	751 660 492,98
<b>TOTAL (A)</b>	<b>947 660 492,98</b>	<b>TOTAL (B)</b>	<b>947 660 492,98</b>

**RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS CARACTERISTIQUES  
DE L'ENTREPRISE AU COURS DES TROIS DERNIERS EXERCICES**

NATURE DES INDICATIONS	EXERCICE DU : 01/01/2018 au : 31/12/2018		
	EXERCICE N-2	EXERCICE N-1	EXERCICE N
<b>* SITUATION NETTE DE L'ENTREPRISE</b>			
- Capitaux propres (+) Capitaux propres assimilés(-) Immobilisations en non valeurs	1 803 456 409,77	1 819 743 977,35	1 826 474 807,90
<b>* OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE</b>			
1. Chiffre d'affaires hors taxes	7 098 998 192,63	7 216 944 607,04	7 241 584 092,32
2. Résultat avant impôts	354 753 308,03	335 727 295,52	334 443 330,48
3. Impôts sur les résultats	194 805 561,62	135 574 535,69	130 155 059,65
4. Bénéfices distribués	196 000 000,00	180 000 000,00	196 000 000,00
5. Résultats non distribués ( mis en réserve ou en instance d'affectation )	159 947 746,41	200 152 759,83	204 288 270,83
<b>* RESULTAT PAR TITRE</b>			
<b>(Pour les sociétés par actions et S.A.R.L.)</b>			
Résultat net par action ou part sociale	19,99	25,02	25,54
Bénéfice distribués par action ou part sociale	24,50	22,50	24,50
<b>* PERSONNEL</b>			
Montant des salaires bruts de l'exercice	830 272 177,98	846 804 039,75	832 339 262,09
Effectif des salariés employés à la fin de l'exercice	3 461	3 392	3 325



**TABLEAU DES OPERATIONS EN DEVISES COMPTABILISEES PENDANT L'EXERCICE**

EXERCICE DU : 01/01/2018 au : 31/12/2018		
Nature	Entrée Contre-valeur en DH	Sortie Contre-valeur en DH
Financement permanent		
Immobilités brutes		
Rentrées sur immobilisations	659 675,96	
Remboursement des dettes de financement		
Produits		
Charges	355 643,30	
		17 655 728,85
<b>Total des entrées</b>	<b>1 015 319,26</b>	
<b>Total des sorties</b>		<b>17 655 728,85</b>
<b>Balance devises</b>	<b>16 640 409,59</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>17 655 728,85</b>	<b>17 655 728,85</b>

**DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS**

**I- DATATION**

EXERCICE DU : 01/01/2018 au : 31/12/2018	
Date de clôture (1)	31 décembre 2018
Date d'établissement des états de synthèse (2)	14 février 2018
(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice	
(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.	

**I- Evénements nés postérieurement à la clôture de l'exercice non rattachables à cet exercice avant la 1<sup>ère</sup> communication externe des états de synthèse.**

**DATES**

Indication des événements	

## Etat du Fonds de Travaux

31 décembre 2018

Solde du compte Fonds de Travaux au 31 décembre 2018 :

	31/12/2017	31/12/2018
Solde du compte Fonds de Travaux :	37 802 588,12	162 848 939,91

### Fonctionnement du compte Fonds de Travaux

Lydec gère le compte Fonds de Travaux pour le compte et sous le contrôle de l'Autorité Délégante, sans impact sur le résultat, situation nette et patrimoine du délégataire. Les ressources de ce compte sont constituées des frais de raccordement aux réseaux et contribuent au financement des infrastructures pour répondre aux enjeux majeurs de développement du Grand Casablanca. L'ensemble des ouvrages financés par le Fonds de Travaux sont propriété de l'Autorité Délégante. Les modalités de fonctionnement du compte Fonds de Travaux sont définies dans l'annexe 1.1-3 du contrat de gestion déléguée. Cette annexe précise notamment la nature des opérations au crédit et au débit de ce compte.

### Situation du Fonds de Travaux vis-à-vis de l'Administration Fiscale

- Par courrier en date du 30 juin 2014, l'Administration Fiscale demande la fiscalisation des ressources de ce Fonds et le dépôt de déclarations d'impôt sur les sociétés et de TVA séparées, estimées par celle-ci respectivement à 488 Mdhs et 325 Mdhs sur la période 2009-2012. Lydec et l'Autorité déléguée, en coordination étroite avec l'Autorité de tutelle, la Direction des Régies et des Services Concedés du Ministère de l'Intérieur, ont fait valoir auprès de l'Administration Fiscale et au regard des spécificités du Fonds de Travaux le caractère non-assujettissable du Fonds de Travaux à cette imposition.
- En date du 8 août 2014, après avoir consulté toutes les parties prenantes au contrat de gestion déléguée, Lydec a adressé une lettre de réponse à la Direction Régionale des impôts dans laquelle elle apporte les arguments à l'appui de cette analyse.
- Une réunion a été tenue avec la DRI sur le sujet en date du 04 novembre 2014. A la suite de cette réunion, une dernière note reprenant et complétant les arguments développés à l'appui de la position de la Lydec et de l'Autorité Délégante a été adressée à la DRI.
- Les échanges sont encourus entre l'Administration Fiscale et les parties prenantes au contrat de gestion déléguée.